

## Nouvelles locales du vendredi 13 février 2015

@rib News, 13/02/2015 | Justice - Alors que le procureur général assesseur des trois religieuses de la paroisse Kamenge a été interrogé en l'absence de ses avocats, le président de l'APRODH trouve que cette pratique ne vise qu'à cacher dans cette affaire. Pierre Claver Mbonimpa dit ne pas comprendre cette attitude de la part des personnes qui connaissent bien le droit. Il demande d'exploiter la piste de l'enquête des six policiers sur cette affaire et de ne pas se perdre dans la poursuite des personnes malades mentalement.

Il croit par ailleurs que le gouvernement a peur d'exploiter cette piste qui aboutirait sans doute à la condamnation des personnalités nanties de pouvoir public, ce qui signifierait que le gouvernement lui-même y est pour quelque chose. Signalons qu'à cet effet, le procureur de la République en mairie de Bujumbura vient d'écrire une correspondance au directeur du centre neuropsychiatrique de Kamenge (Chez Le Gentil) pour qu'il statue sur la santé mentale de Christian Claude Butoyi. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa] - Le procureur général de la République du Burundi vient d'annoncer la mise sur pied d'une commission chargée d'enquêter sur ce qui s'est passé lors de l'attentat dans la province de Cibitoke en décembre dernier. Valentin Bagorikunda a précisé que cette commission est composée de trois personnes, toutes des magistrats du parquet. Il s'agit de Adolphe Manirakiza, l'adjoint du procureur général de la République ; Hyacinte Niyonzima, procureur général à la cour d'appel de Bujumbura ; ainsi que Jean Marie Bigirindavyi procureur de la République dans la province de Cibitoke. Il précise qu'ils vont enquêter sur la violation des droits de l'homme par les uns et les autres suite aux déclarations de certaines organisations de la société civile nationales et internationales ainsi que sur les exactions extrajudiciaires. Il ajoute aussi qu'ils ont tous les pouvoirs nécessaires pour ce qui est susceptible de fournir des informations à ce sujet et disposent d'une période d'un an à laquelle ils pourront traduire devant la justice celui qui se sera rendu coupable des violations des droits de l'homme lors de ces combats. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb] - Le forum des associations civiles PISC Burundi demande la libération du directeur de la RPA. Selon le président de cette coalition, la justice devrait travailler sur les informations fournies par la RPA pour ne pas se montrer partielle. Samuel Nkengurukiyimana estime que le maintien en prison de Bob Rugurika n'aide en rien la justice puisque la vérité ne se trouve pas en prison mais en liberté. Il demande ainsi que la justice analyse ces informations, qu'elle entende les personnes citées pour lesquelles s'expriment afin d'être équitables. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb] - Le conseil national des Bashingantahe condamne l'emprisonnement de Bob Rugurika et le traitement réservé à Christian Claude Butoyi accusé d'avoir assassiné les trois sœurs de la paroisse Kamenge. Selon un communiqué sorti ce vendredi et lu par le vice-président de ce conseil, ces deux détenus constituent des boucs émissaires afin de masquer la vérité sur ce triple assassinat. Catherine Tegera constate que cette situation fait perdre au Burundi sa confiance et sa crédibilité tant interne qu'externe et que les observateurs ne font que rire aux éclats suite à ce comportement d'autodestruction. Elle demande au président de la République lui-même de se lever et de faire cesser cette situation de montage qui ternit l'image du pays ces derniers jours et qui préjudicie l'avenir de notre pays. Elle ajoute que le conseil saisit cette opportunité pour demander au président de la République de ne pas songer à briguer un troisième mandat contraire à la constitution et aux accords d'Arusha. Elle précise que chaque fois qu'un président cherche à s'accrocher au pouvoir sachant que c'est le seul qui est capable de gouverner toujours par entraîner des maux de toute nature pour les siens. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa] - Le parti SONOVI Ruremesha trouve que la justice burundaise devrait poursuivre le président du parti CNDD-FDD dans la province de Bubanza. D'où Ndayishimiye estime que les propos de ce député ne diffèrent en rien des propos d'Hitler lors de l'ère nazi. Il trouve que le parti au pouvoir veut dresser les hutu contre les tutsi dans la mesure où il n'a plus d'autre programmes à présenter à la population tout en espérant qu'il va acheter la conscience des uns. Il estime que le parti au pouvoir veut montrer les ennemis du pays alors que lui-même en est un à voir la manière dont le pays est gouverné. Il demande aussi au bureau de l'Assemblée nationale de se pencher sur ce cas honteux. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa] | Politique - Le parti Uprona dirigé par Madame Concilie Nibigira fait savoir qu'il va mettre en exergue tous ceux qui vont le présenter aux élections de cette année. Ceci a été affirmé lors d'une conférence de presse animée ce jour par ce parti de Rwagasore en pleine crise de leadership. Selon le chargé de la communication électorale au sein de ce parti, ils sont prêts à présenter des candidats à tous les niveaux dans tout le pays depuis la commune jusqu'au haut sommet de l'Etat. Pontien Ndayishimiye ajoute qu'ils ont des hommes et des femmes compétents qui peuvent occuper ces postes d'une manière qui puisse satisfaire tous les membres de ce parti et même tous les burundais. Il précise que ces listes vont être portées à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale dans les meilleurs délais. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb] - Au cours d'une visite d'une délégation gouvernementale dans les locaux de la CENI et plus particulièrement le centre chargé de la saisie des résultats de l'enregistrement des électeurs déjà recensés, le président de la CENI a fait savoir que ceux qui ont pris une inscription multiple doivent être débarrassés selon les méthodes de contrôle de la CENI. Pierre Claver Ndayicariye a aussi fait savoir que personne, même parmi les agents chargés de la saisie, ne peut faire des inscriptions en dehors de ce qui est écrit grâce aussi aux échelons de contrôle qui sont institués dans ce travail. Il a précisé qu'il y a un triple contrôle dans ce travail et que personne ne sait qui est le contrôleur. Cette méthode ne permet pas, selon lui, des saisies multiples des personnes ayant pris une inscription multiple. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb] - Après la déclaration du parlement européen condamnant l'emprisonnement du directeur de la RPA et demandant sa libération immédiate et inconditionnelle, le gouvernement de Bujumbura a réagi ce vendredi. Selon le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, cette résolution ne diffère en rien de celle produite par le même corps au mois de septembre lorsqu'il demandait la libération de Pierre Claver Mbonimpa. Philippe Nzobonariba se réjouit tout de même que le parlement européen suit de près l'évolution de la démocratie au Burundi, mais regrette aussi le fait qu'en prenant des décisions, il se base sur de faux rapports. Il affirme que la plupart de ces parlementaires ne savent même pas où se situe géographiquement le Burundi et leur demande de se rendre sur terrain et de constater sur place l'état des choses pour ensuite prendre de bonnes décisions. Il précise aussi

que le gouvernement va négocier avec l'union européenne afin de lui montrer comment les choses se passent. Affirmant que même le gouvernement de Bujumbura ne souhaite que sa libération, il trouve pourtant que c'est Bob Rugurika lui-même qui a la clé de son incarcération puisque c'est bien lui qui connaît la personne qui a tué les trois soeurs et que la justice lui demande de le dénoncer pour être ensuite libéré. [rtnb/isanganiro/bonesha/rtr/rpa] - Le FOCODE déplore les propos du président du parti CNDD-FDD dans la province de Bubanza qui accuse certains partis politiques de l'opposition, certains médias et certaines organisations de la société civile d'être les ennemis du pouvoir et d'être derrière le groupe qui a attaqué le pays en décembre dernier. Selon le président de ce forum, il s'agit de propos déplacés qui ne peuvent profiter à personne suite à leur caractère ethniste. Pacifique Nininahazwe affirme que les organisations de la société civile ne sont pas contre le parti CNDD-FDD, mais contre la manière dont le pays est gouverné. Il trouve que le temps que ce parti vient de passer au pouvoir, les choses n'ont jamais bien marché et cela montre que la politique de ce parti va en reculant même si l'aspect ethnique a nettement reculé dans le pays. Ainsi, il considère que ceux qui propagent de tels enseignements veulent faire peur qu'il n'y a personne d'autre qui puisse maintenir l'unité des burundais. Il demande que ces enseignements cessent et que le parti s'emploie plutôt à enseigner son programme s'il en a encore. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa] - L'ancien président de la République Domitien Ndayishimiye trouve qu'il ne faut pas prendre à la légère la résolution votée par les eurodéputés pour demander la libération de Bob Rugurika. Selon lui, ce sont ces instruments que les bailleurs utilisent pour contrôler leurs aides et cela à travers les conventions signées entre les pays. Ce sénateur vie estime que faire sourde oreille n'aide en rien mais que plutôt on peut être à l'origine des problèmes très sérieux. Il affirme que selon lui, Bob Rugurika devrait être libéré à tout prix qu'il n'a fait que son travail. [rtr/rpa] - Selon un expert des relations internationales, si le Burundi continue de faire la sourde oreille aux sollicitations de la communauté internationale sur le respect des droits de l'homme, c'est bien le peuple qui va en souffrir. Pascal Niyonizigiye estime que si presque tous les pays se lèvent contre un fait quelconque, il doit y avoir un problème à résoudre ou une situation à corriger dans l'immédiat. Ce professeur d'université estime que tout ce monde ne peut tomber dans une erreur et demander unanimement la libération de Bob Rugurika sans raison. Il demande ainsi au gouvernement de Bujumbura d'écouter et de donner une suite favorable aux sollicitations. [rtr/rpa]